

**BNP PARIBAS**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2010**

**Deloitte & Associés**  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2010**

Aux Actionnaires  
**BNP Paribas**  
16, boulevard des Italiens  
75009 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes annuels de BNP Paribas, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables lié à l'application du règlement n° 2009-03 du Comité de la réglementation comptable relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

## **II - Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

### Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie

Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 1, 2.d, 3.a, 3.b, 3.c et 3.e de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation.

### Valorisation des instruments financiers

Votre société utilise des modèles internes et des méthodologies pour la valorisation des instruments financiers qui ne sont pas traités sur des marchés actifs, ainsi que pour la constitution de certaines provisions et l'appréciation de la pertinence de la qualification en opérations de couverture. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à la détermination du caractère inactif d'un marché, à la vérification des modèles et à la détermination des paramètres utilisés.

### Valorisation des titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation et autres titres détenus à long terme sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritères (notes 1 et 3.e de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes de portefeuille.

### Provisionnement des engagements sociaux

Votre société constitue des provisions pour couvrir les engagements sociaux (notes 1 et 5.b de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements, ainsi que les principales hypothèses et paramètres utilisés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III – Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

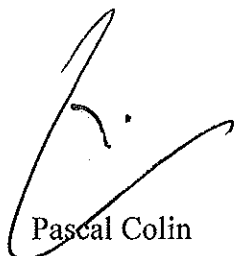
Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 7 mars 2011

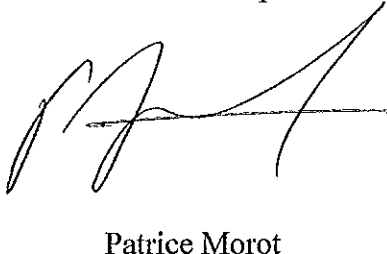
Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés



Pascal Colin

PricewaterhouseCoopers Audit



Patrice Morot

Mazars



Guillaume Potel



**BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change

---

**ETATS FINANCIERS DE  
BNP PARIBAS SA**

**au 31 décembre 2010**



# SOMMAIRE

<b>COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2010</b>	<b>- 3 -</b>
<b>BILAN AU 31 DECEMBRE 2010</b>	<b>- 4 -</b>
<b>1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR BNP PARIBAS SA</b>	<b>- 5 -</b>
<b>2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2010</b>	<b>- 17 -</b>
2.a Marge d'intérêts	- 17 -
2.b Revenus des titres à revenu variable	- 17 -
2.c Commissions	- 18 -
2.d Coût du risque, provisions pour créances douteuses ou risques	- 19 -
2.e Gains ou pertes sur actifs immobilisés	- 21 -
2.f Impôt sur les bénéfices	- 22 -
<b>3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2010</b>	<b>- 23 -</b>
3.a Créances et dettes envers les établissements de crédit	- 23 -
3.b Opérations avec la clientèle	- 24 -
3.c Titres détenus	- 25 -
3.d Actions propres	- 26 -
3.e Immobilisations financières	- 27 -
3.f Dettes représentées par un titre	- 28 -
3.g Autres actifs et passifs	- 29 -
3.h Comptes de régularisation	- 30 -
3.i Immobilisations d'exploitation	- 31 -
3.j Provisions	- 32 -
3.k Dettes subordonnées	- 34 -
<b>4. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE</b>	<b>- 38 -</b>
4.a Engagements de financement	- 38 -
4.b Engagements de garantie	- 38 -
4.c Instruments financiers donnés ou reçus en garantie	- 39 -
<b>5. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL</b>	<b>- 40 -</b>
5.a Frais de personnel	- 40 -
5.b Engagements sociaux	- 41 -
<b>6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>- 43 -</b>
6.a Evolution du capital	- 43 -
6.b Tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2008 au 31 décembre 2010	- 48 -
6.c Notionnel des instruments financiers à terme	- 49 -
6.d Informations sectorielles	- 50 -
6.e Echéances des emplois et des ressources	- 51 -
6.f Etats et territoires non coopératifs	- 52 -

**COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2010**

En millions d'euros au 31 décembre	Notes	Exercice 2010	Exercice 2009
Intérêts et produits assimilés	2.a	21 516	23 509
Intérêts et charges assimilées	2.a	(15 261)	(17 611)
Revenus des titres à revenu variable	2.b	1 796	2 257
Commissions (produits)	2.c	4 878	4 481
Commissions (charges)	2.c	(1 047)	(1 418)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		2 533	4 325
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		(788)	382
Autres produits d'exploitation bancaire		180	139
Autres charges d'exploitation bancaire		(194)	(203)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>13 613</b>	<b>15 861</b>
Frais de personnel	5.a	(5 517)	(5 551)
Autres frais administratifs		(3 103)	(2 533)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(507)	(471)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>4 485</b>	<b>7 306</b>
Coût du risque	2.d	(1 289)	(2 379)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>3 196</b>	<b>4 927</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2.e	343	(404)
Dotations nettes aux provisions réglementées		43	26
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>3 583</b>	<b>4 549</b>
Impôt sur les bénéfices	2.f	(118)	(540)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>3 465</b>	<b>4 009</b>

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2010**

En millions d'euros au	Notes	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>ACTIF</b>			
Caisse, banques centrales et CCP		23 453	27 845
Effets publics et valeurs assimilées	3.c	136 232	115 249
Créances sur les établissements de crédit	3.a	336 700	355 813
Opérations avec la clientèle	3.b	365 772	310 232
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.c	95 816	103 687
Actions et autres titres à revenu variable	3.c	8 717	6 243
Participations et autres titres détenus à long terme	3.c	4 924	5 522
Parts dans les entreprises liées	3.c	55 266	51 605
Crédit-bail et location avec option d'achat		94	47
Immobilisations incorporelles	3.i	6 124	5 438
Immobilisations corporelles	3.i	2 185	2 200
Actions propres	3.d	68	108
Autres actifs	3.g	189 633	182 349
Comptes de régularisation	3.h	73 190	70 915
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 298 176</b>	<b>1 237 253</b>
<b>DETTES</b>			
Banques centrales et CCP		1 714	5 094
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	365 432	385 104
Opérations avec la clientèle	3.b	324 378	290 599
Dettes représentées par un titre	3.f	173 946	155 940
Autres passifs	3.g	295 004	267 296
Comptes de régularisation	3.h	60 779	55 395
Provisions	3.j	3 070	2 891
Dettes subordonnées	3.k	21 083	24 389
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>1 245 406</b>	<b>1 186 708</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	6.b		
Capital souscrit		2 397	2 371
Prime d'émission		21 850	21 331
Réserves		25 059	22 834
Résultat de l'exercice		3 465	4 009
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>52 770</b>	<b>50 545</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>1 298 176</b>	<b>1 237 253</b>

HORS BILAN	Notes	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
Engagements de financement	4.a	210 259	182 137
Engagements de garantie	4.b	141 933	122 932
Engagements sur titres		370	593
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
Engagements de financement	4.a	105 266	87 554
Engagements de garantie	4.b	185 441	146 344
Engagements sur titres		135	15





# 1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR BNP PARIBAS SA

*Les comptes de BNP Paribas SA sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit.*

## **Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux. Il en est de même des risques de crédit attachés aux instruments financiers à terme dont la valeur actuelle est représentative d'un actif pour l'entreprise.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit de BNP Paribas SA. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, plus de six mois en matière immobilière, ou plus de six mois en matière de crédits aux collectivités locales, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de dépréciations pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Les garanties considérées sont constituées de garanties hypothécaires et nantissements, ainsi que de dérivés de crédit que la banque a acquis pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.



Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, la plupart des créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées dans la rubrique "Coût du risque".

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts », tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

### **Contrats d'épargne et de prêt réglementés**

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas SA qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas SA relatifs à chaque génération - les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération - sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimum attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits d'assurance-vie en euro pour la phase d'épargne.



Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas SA, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

## **Titres**

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe - c'est-à-dire à rendement non aléatoire - qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables, les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement CRC n° 2005-01 les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la dépréciation relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

### **• Titres de transaction**

Les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont comptabilisés dans la rubrique "Titres de transaction", et évalués individuellement à leur prix de marché, s'ils répondent aux caractéristiques suivantes :

- ces titres sont négociables sur un marché actif (tout marché sur lequel les prix de marché des titres concernés sont constamment accessibles aux tiers auprès d'une Bourse de valeurs, ou auprès de courtiers, de négociateurs ou d'établissements assujettis mainteneurs de marché).
- les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales.

Sont également considérés comme des titres de transaction les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée (notamment en sensibilité) de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres, ou d'autres instruments financiers appréhendés globalement.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie, les titres de transaction peuvent être reclassés dans les catégories « titres de placement » ou « titres d'investissement » en fonction de la nouvelle stratégie de détention adoptée.



De même, lorsque les titres de transaction à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance, ils peuvent être transférés dans les catégories « Titres de placement » ou « Titres d'investissement ».

Les dispositions de chaque catégorie concernée sont applicables à la date du transfert.

Si les caractéristiques du marché sur lequel les titres de transaction ont été acquis évoluent de sorte que ce marché ne puisse plus être considéré comme actif, la valeur de réévaluation des titres concernés est déterminée en utilisant des techniques de valorisation qui tiennent compte des nouvelles caractéristiques du marché.

- **Titres de placement**

Sont comptabilisés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont évalués au plus bas du prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus) ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse. Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire est enregistré en résultat selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les actions sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse pour les actions cotées et par référence à la quote-part de capitaux propres revenant à BNP Paribas SA, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes pour les actions non cotées. Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Le prix de revient des titres de placement cédés est calculé selon la méthode "premier entré, premier sorti". Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées dans la rubrique "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat, de même que les dépréciations de titres dotées ou reprises.

Dans le cas de situations exceptionnelles nécessitant un changement de stratégie ou lorsque les titres ne sont plus négociables sur un marché actif, les titres classés dans la catégorie « Titres de placement » peuvent être transférés dans la catégorie « Titres d'investissement » et doivent être identifiés au sein de ce portefeuille. Ces titres sont alors comptabilisés selon les dispositions relatives à la catégorie « Titres d'investissement ».

- **Titres de l'activité de portefeuille**

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice. C'est notamment le cas des titres détenus dans le cadre d'une activité de capital-risque.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est déterminée par référence au cours sur une période d'un mois.



- **Titres d'investissement**

Les titres à revenu fixe assortis d'une échéance déterminée (notamment les obligations, les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables) sont comptabilisés en "Titres d'investissement" lorsqu'existent l'intention et la capacité de les conserver jusqu'à leur échéance.

Les obligations entrant dans cette catégorie font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture en taux d'intérêt sur leur durée de vie résiduelle.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement est enregistré en résultat selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

En cas de cession de titres ou de transferts vers une autre catégorie, pour un montant significatif par rapport au montant total des autres titres d'investissement détenus, le classement dans cette catégorie n'est plus autorisé pour la période en cours et pendant les deux exercices suivants. Tous les titres détenus et classés en « Titres d'investissement » sont alors reclassés dans la catégorie « Titres de placement ».

Lorsque, dans les cas de situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie, des titres de transaction et de placement ont été transférés dans cette catégorie, les cessions réalisées avant l'échéance de ces titres d'investissement, si elles sont liées au fait qu'ils redeviennent négociables sur un marché actif, n'entraînent pas l'application de la règle de reclassement des autres titres détenus décrite au paragraphe précédent.

- **Titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées**

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas SA dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas SA. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas SA est supérieur ou égal à 10 %.

Les "Autres titres détenus à long terme" sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas SA entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenus dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas SA dispose d'un contrôle exclusif, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le Groupe.



Les titres détenus dans ces catégories sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritère fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre. Pour les titres cotés, la valeur d'utilité est considérée au moins égale au coût quand le cours de Bourse à la clôture n'est pas inférieur de plus de 20 % au coût et que le cours de Bourse n'est pas inférieur au coût depuis les 12 derniers mois consécutifs. Au-delà, si l'évaluation multicritère fait apparaître que la valeur comptable doit être dépréciée, la valeur d'utilité est considérée égale au cours de bourse. Il en est de même en tout état de cause, si le cours de Bourse est inférieur au coût depuis 60 mois consécutifs ou si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de 50% au coût ou encore si le cours moyen sur 12 mois est inférieur de plus de 30% au coût. Les lignes de titres cotés représentant une valeur d'acquisition inférieure à dix millions d'euros peuvent être évaluées, par mesure de simplification, par référence au cours de bourse moyen de clôture.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

#### • **Actions propres**

Les actions propres détenues par BNP Paribas SA sont classées et évaluées selon les modalités suivantes :

- Les actions détenues, acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité ainsi que celles acquises dans le cadre d'opérations d'arbitrage sur indices, sont inscrites dans la catégorie des titres de transaction et évaluées au prix de marché.
- Les actions détenues dans la perspective d'une attribution aux salariés sont inscrites dans la catégorie des titres de placement et évaluées au plus bas de leur valeur de marché et de leur prix d'acquisition. La différence entre le prix d'acquisition et le prix d'exercice de l'option d'achat par les salariés de BNP Paribas SA (qui est nul pour les attributions d'actions gratuites) a fait l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation : la quote-part des actions attribuées aux salariés des filiales de BNP Paribas SA est refacturée à celles-ci sur la période d'acquisition des droits.

Le règlement n°2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable publié le 30 décembre 2008 a modifié les dispositions qui précèdent afin que les actions propres détenues dans le but d'une attribution aux salariés suivent les règles d'évaluation du règlement n°2008-15 relatif à la comptabilisation des plans d'option d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux salariés, qui prévoient qu'elles ne soient pas dépréciées, en raison de la constitution au passif d'une provision déterminée en fonction des services rendus par les bénéficiaires. Les règlements n°2008-15 et 2008-17 n'ont pas été appliqués rétroactivement.

- Les actions détenues en vue de leur annulation ou dont l'intention de détention ne répond en particulier à aucun des motifs précédemment mentionnés sont inscrites en valeurs immobilisées. Les actions destinées à être annulées sont maintenues à leur coût d'acquisition. Les autres actions sont évaluées au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'usage.

#### **Immobilisations**

Les immeubles et le matériel figurent au coût d'acquisition ou au coût réévalué pour ceux ayant fait l'objet d'une réévaluation, conformément aux lois de finances de 1977 et 1978 en France. L'écart de réévaluation sur biens non amortissables, dégagé à l'occasion de ces réévaluations légales, a été incorporé au capital.



Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés par la banque, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire et sur la durée d'utilité attendue du bien. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

La fraction des amortissements pratiqués qui excède l'amortissement économique, principalement calculé sur le mode linéaire, est enregistrée dans la rubrique « Provisions réglementées : amortissements dérogatoires » au passif du bilan. Aucun effet d'impôt n'est calculé sur les amortissements dérogatoires.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les durées d'amortissement pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 3 ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle et 8 ans pour les développements d'infrastructure.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an.

Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

## **Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

### **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.



Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt, les frais afférents à leur émission étant répartis linéairement sur cette même durée.

### **Provisions pour engagements internationaux**

Les provisions pour engagements internationaux sont constituées en fonction de l'appréciation portée d'une part sur le risque de non-transfert attaché à la solvabilité future de chacun des pays composant la base provisionnable et d'autre part sur le risque systémique de crédit auquel sont exposés les débiteurs dans l'hypothèse d'une dégradation continue et persistante de la situation économique et générale des pays compris dans cette base. Les provisions constituées ou libérées au titre de ces risques sont regroupées au compte de résultat consolidé dans la rubrique "Coût du risque".

### **Provisions non liées à des opérations bancaires**

BNP Paribas SA constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

### **Coût du risque**

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

### **Instruments financiers à terme**

Les engagements sur instruments financiers à terme sont contractés sur différents marchés pour des besoins de couverture spécifique ou globale des actifs et des passifs ou à des fins de transaction.

Les engagements relatifs à ces instruments sont enregistrés au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. Leur traitement comptable dépend de la stratégie de gestion de ces instruments.

- **Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture**

Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux d'intérêt sont inscrits au prorata temporis au résultat.





- **Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction**

Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction peuvent être négociés sur des marchés organisés ou assimilés ou sur des marchés de gré à gré.

Les instruments inclus dans un portefeuille de transaction sont évalués par référence à leur valeur de marché à la date de clôture. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat, dans la rubrique "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation".

L'évaluation de la valeur de marché est effectuée

- soit par référence à la valeur de cotation lorsque celle-ci est disponible ;
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues, et des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix de transactions observés sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives.

Dans tous les cas, des corrections de valeur conservatrices sont effectuées afin de tenir compte des risques de modèle, de contrepartie ou de liquidité.

Certains instruments complexes, généralement réalisés sur mesure et peu liquides et résultant de la combinaison synthétique d'instruments, sont évalués avec des modèles d'évaluation utilisant des paramètres pour partie non observables sur un marché actif.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers complexes a été immédiatement comptabilisée en résultat pour les opérations initiées jusqu'au 31 décembre 2004.

Pour les opérations initiées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, la marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers complexes est différée et reprise en résultat sur la durée d'inobservabilité anticipée des paramètres de valorisation. Lorsque les paramètres non observables à l'origine le deviennent ou lorsque la valorisation peut être justifiée par comparaison avec celle de transactions récentes et similaires opérées sur un marché actif, la part de la marge non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

- **Autres opérations de transaction sur instruments financiers dérivés**

Les résultats relatifs aux contrats négociés de gré à gré constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans le compte de résultat au dénouement des contrats ou prorata temporis, selon la nature de l'instrument. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques par ensembles homogènes de contrats.

## **Impôts sur les sociétés**

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, BNP Paribas SA comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.



## **Participation des salariés**

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas SA enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite dans la rubrique "Frais de personnel".

## **Avantages bénéficiant au personnel**

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas SA sont classés en quatre catégories :

- les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité ;
- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas SA, par les primes de fin de carrière, et à l'étranger par les régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

### **• Indemnités de fin de contrat de travail**

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par BNP Paribas SA du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

### **• Avantages à court terme**

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

### **• Avantages à long terme**

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.



Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'une dette. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

- **Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas SA en France et à l'étranger résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés français de BNP Paribas SA ainsi que les régimes de retraite nationaux complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas SA et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas SA est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. BNP Paribas SA applique la méthodologie dite « du corridor » pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements. Cette méthode autorise à ne reconnaître, à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée résiduelle moyenne d'activité des membres du personnel, que la fraction des écarts actuariels qui excède la plus élevée des deux valeurs suivantes : 10 % de la valeur actualisée de l'obligation brute ou 10 % de la valeur de marché des actifs de couverture du régime à la fin de l'exercice précédent.

Les conséquences des modifications de régimes relatives aux services passés sont reconnues en résultat de façon étalée dans le temps jusqu'à l'acquisition complète des droits sur lesquels ont porté lesdites modifications.



La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

### **Enregistrement des produits et des charges**

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (participation, engagement, frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

La première application au 1<sup>er</sup> janvier 2010 du règlement n°2009-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transactions à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours n'a pas eu d'incidences significatives sur les comptes.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

### **Opérations en devises**

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les autres titres détenus à long terme, les dotations des succursales et les titres des filiales et participations étrangères, libellés en devises et financés en euros, sont inscrits dans des comptes d'écarts de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs.

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les autres titres détenus à long terme, les dotations des succursales et les titres des filiales et participations étrangères, libellés et financés en devises, sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants.

### **Conversion des comptes en devises étrangères**

Tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, des succursales étrangères exprimés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. L'écart résultant de la conversion des dotations en capital des succursales étrangères est enregistré dans les comptes de régularisation.



## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2010

### 2.a MARGE D'INTERETS

BNP Paribas SA, présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti, ainsi que la rémunération des instruments financiers en valeur de marché qui ne répondent pas à la définition d'un instrument dérivé. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers en valeur de marché par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

En millions d'euros	Exercice 2010		Exercice 2009	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Etablissements de crédit</b>	<b>5 682</b>	<b>(4 878)</b>	<b>7 362</b>	<b>(6 607)</b>
Comptes à vue, prêts et emprunts	4 911	(3 902)	5 728	(4 753)
Titres reçus (donnés) en pension livrée	683	(977)	1 526	(1 854)
Prêts subordonnés	87		108	
<b>Clientèle</b>	<b>9 092</b>	<b>(4 186)</b>	<b>9 543</b>	<b>(3 780)</b>
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	8 860	(3 861)	9 095	(3 223)
Titres reçus (donnés) en pension livrée	200	(326)	410	(557)
Prêts subordonnés	32		38	
<b>Crédit-bail</b>	<b>19</b>	<b>(17)</b>	<b>23</b>	<b>(20)</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>873</b>	<b>(4 491)</b>	<b>789</b>	<b>(5 208)</b>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>5 850</b>		<b>5 792</b>	
Titres de transaction	1 453		1 950	
Titres de placement	3 940		3 092	
Titres d'investissement	456		477	
Titres de développement industriel relevant de la gestion collective des Livrets de Développement Durable	-		273	
<b>Instruments de macro-couverture</b>		<b>(1 688)</b>		<b>(1 996)</b>
<b>Produits et charges d'intérêts</b>	<b>21 516</b>	<b>(15 261)</b>	<b>23 509</b>	<b>(17 611)</b>

### 2.b REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

En millions d'euros	Exercice 2010	Exercice 2009
Titres de placement et assimilés	63	98
Participations et autres titres détenus à long terme	278	292
Parts dans les entreprises liées	1 454	1 867
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>1 796</b>	<b>2 257</b>

**2.c COMMISSIONS**

En millions d'euros	Exercice 2010		Exercice 2009	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	2 472	(796)	2 290	(1 191)
Opérations avec la clientèle	2 012	(134)	1 722	(136)
Autres	461	(663)	568	(1 055)
Prestations de services financiers	2 406	(250)	2 191	(227)
Produits et charges de commissions	4 878	(1 047)	4 481	(1 418)



## 2.d COUT DU RISQUE, PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES OU RISQUES

Le coût du risque recouvre la charge des dépréciations constituées au titre du risque de crédit inhérent à l'activité d'intermédiation de BNP Paribas SA ainsi que des dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers dérivés négociés de gré à gré.

En millions d'euros	Exercice 2010	Exercice 2009
<b>Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice</b>	<b>(1 188)</b>	<b>(2 335)</b>
Clientèle et établissements de crédit	(954)	(1 790)
Engagements par signature	(114)	(84)
Titres	(25)	(303)
Créances risquées et assimilées	37	(97)
Instruments financiers des activités de marché	(132)	(61)
<b>Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions</b>	<b>(145)</b>	<b>(91)</b>
<b>Récupération sur créances amorties</b>	<b>44</b>	<b>47</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>(1 289)</b>	<b>(2 379)</b>



En millions d'euros	Exercice 2010	Exercice 2009
Solde au 1er janvier	7 837	6 433
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	1 188	2 335
Amortissement de créances irrécupérables antérieurement provisionnées	(968)	(1 018)
Variation des parités monétaires et divers	1 160	87
<b>Provisions pour créances douteuses ou risques</b>	<b>9 217</b>	<b>7 837</b>

Les provisions se décomposent comme suit :

En millions d'euros	Exercice 2010	Exercice 2009
<b>Provisions déduites de l'actif</b>	<b>8 354</b>	<b>7 092</b>
Relatives aux créances sur les établissements de crédit (note 3.a)	653	371
Relatives aux créances sur la clientèle (note 3.b)	6 876	5 697
Relatives aux opérations de crédit-bail	4	2
Relatives aux titres	326	427
Relatives aux instruments financiers des activités de marché	495	595
<b>Provisions inscrites au passif (note 3.j)</b>	<b>863</b>	<b>745</b>
Relatives aux engagements par signature	720	578
Relatives aux créances risquées et assimilées	144	167
<b>Provisions pour créances douteuses ou risques</b>	<b>9 217</b>	<b>7 837</b>



**2.e GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES**

En millions d'euros	Exercice 2010		Exercice 2009	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Participations et autres titres détenus à long terme	391	(771)	647	(650)
Cessions	48	(52)	229	(51)
Provisions	343	(719)	418	(599)
Parts dans les entreprises liées	1 186	(550)	464	(867)
Cessions	1 068	(3)	399	(42)
Provisions	118	(547)	65	(825)
Immobilisations d'exploitation	90	(2)	4	(2)
Total	1 667	(1 323)	1 115	(1 519)
Gains ou pertes nettes sur actifs immobilisés	343			(404)

**2.f IMPOT SUR LES BENEFICES**

En millions d'euros	Exercice 2010	Exercice 2009
Impôts courants de l'exercice	(291)	14
Impôts différés de l'exercice	173	(554)
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(118)</b>	<b>(540)</b>



### 3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2010

#### 3.a CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Prêts et créances</b>	<b>216 268</b>	<b>235 419</b>
Comptes ordinaires débiteurs	8 069	9 629
Comptes à terme et prêts	202 779	220 782
Prêts subordonnés	5 420	5 008
<b>Titres et valeurs reçus en pension</b>	<b>121 085</b>	<b>120 765</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit avant dépréciation</b>	<b>337 354</b>	<b>356 184</b>
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>1 040</i>	<i>1 302</i>
<b>Dépréciations relatives aux créances sur les établissements de crédit (note 2.d)</b>	<b>(653)</b>	<b>(371)</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit nets de dépréciation</b>	<b>336 700</b>	<b>355 813</b>

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Dépôts et emprunts</b>	<b>229 498</b>	<b>247 709</b>
Comptes ordinaires créditeurs	18 058	19 044
Comptes à terme et emprunts	211 440	228 665
<b>Titres et valeurs donnés en pension</b>	<b>135 935</b>	<b>137 395</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>365 432</b>	<b>385 104</b>
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>985</i>	<i>1 076</i>



## 3.b OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Prêts et créances</b>	<b>322 274</b>	<b>286 335</b>
Créances commerciales	2 286	1 519
Comptes ordinaires débiteurs	10 823	10 456
Crédits de trésorerie	66 652	59 630
Crédits à l'habitat	69 742	61 807
Crédits à l'équipement	51 117	48 511
Crédits à l'exportation	17 175	15 389
Autres crédits à la clientèle	101 260	86 595
Prêts subordonnés	3 220	2 428
<b>Titres et valeurs reçus en pension</b>	<b>50 374</b>	<b>29 594</b>
<b>Opérations avec la clientèle avant dépréciation - Actif</b>	<b>372 648</b>	<b>315 928</b>
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>694</i>	<i>654</i>
<i>Dont créances éligibles au refinancement de la Banque de France</i>	<i>236</i>	<i>139</i>
<i>Dont créances douteuses</i>	<i>5 137</i>	<i>4 378</i>
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	<i>5 339</i>	<i>4 501</i>
<i>Dont créances sur encours restructurés</i>	<i>53</i>	<i>37</i>
<b>Dépréciations relatives aux créances sur la clientèle (note 2.d)</b>	<b>(6 876)</b>	<b>(5 697)</b>
<b>Opérations avec la clientèle nets de dépréciation - Actif</b>	<b>365 772</b>	<b>310 232</b>

Le total des prêts et créances sur la clientèle nets de dépréciation, ventilé par contrepartie se décline comme suit :

En millions d'euros au	31 décembre 2010			Total	31 décembre 2009			Total
	Encours sains	Encours douteux			Encours sains	Encours douteux		
Clientèle financière	9 838	766		10 604	20 813	506		21 319
Entreprises	215 257	3 282		218 539	179 786	2 985		182 771
Entrepreneurs	12 666	344		13 010	10 945	191		11 136
Particuliers	63 952	773		64 725	58 723	703		59 426
Autres non financiers	8 513	8		8 521	5 976	10		5 986
<b>Total des prêts et créances nets de dépréciation</b>	<b>310 226</b>	<b>5 173</b>		<b>315 398</b>	<b>276 243</b>	<b>4 395</b>		<b>280 638</b>

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Dépôts</b>	<b>263 618</b>	<b>243 636</b>
Comptes ordinaires créditeurs	69 584	57 528
Comptes à terme	147 864	143 041
Comptes d'épargne à régime spécial	46 170	43 067
<i>dont comptes d'épargne à régime spécial à vue</i>	<i>33 726</i>	<i>30 997</i>
<b>Titres donnés en pension livrée</b>	<b>60 760</b>	<b>46 963</b>
<b>Opérations avec la clientèle - Passif</b>	<b>324 378</b>	<b>290 599</b>
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>871</i>	<i>721</i>



## 3.c TITRES DETENUS

En millions d'euros au	31 décembre 2010		31 décembre 2009	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
<b>Transaction</b>	<b>78 345</b>	<b>78 345</b>	<b>58 668</b>	<b>58 668</b>
<b>Placement</b>	<b>54 715</b>	<b>54 852</b>	<b>53 406</b>	<b>54 468</b>
<i>dont provisions</i>	<i>(1 414)</i>		<i>(451)</i>	
<b>Investissement</b>	<b>3 172</b>	<b>3 299</b>	<b>3 175</b>	<b>3 396</b>
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>	<b>136 232</b>	<b>136 497</b>	<b>115 249</b>	<b>116 532</b>
<i>dont créances représentatives de titres prêtés</i>	<i>15 883</i>		<i>7 211</i>	
<i>dont écarts d'acquisition</i>	<i>1 159</i>		<i>727</i>	
<b>Transaction</b>	<b>71 386</b>	<b>71 386</b>	<b>77 036</b>	<b>77 036</b>
<b>Placement</b>	<b>19 642</b>	<b>20 269</b>	<b>20 397</b>	<b>20 713</b>
<i>dont provisions</i>	<i>(972)</i>		<i>(791)</i>	
<b>Investissement</b>	<b>4 789</b>	<b>4 942</b>	<b>6 254</b>	<b>7 047</b>
<i>dont provisions</i>	<i>(144)</i>		<i>(164)</i>	
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>95 816</b>	<b>96 597</b>	<b>103 687</b>	<b>104 796</b>
<i>dont titres non cotés</i>	<i>12 648</i>	<i>12 998</i>	<i>13 417</i>	<i>14 194</i>
<i>dont créances rattachées</i>	<i>1 624</i>		<i>1 527</i>	
<i>dont créances représentatives de titres prêtés</i>	<i>2 579</i>		<i>6 112</i>	
<i>dont écarts d'acquisition</i>	<i>(92)</i>		<i>(44)</i>	
<b>Transaction</b>	<b>6 519</b>	<b>6 519</b>	<b>3 541</b>	<b>3 541</b>
<b>Placement</b>	<b>2 198</b>	<b>2 383</b>	<b>2 702</b>	<b>3 032</b>
<i>dont provisions</i>	<i>(248)</i>		<i>(303)</i>	
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>8 717</b>	<b>8 902</b>	<b>6 243</b>	<b>6 573</b>
<i>dont titres non cotés</i>	<i>2 306</i>	<i>2 460</i>	<i>1 780</i>	<i>1 972</i>
<i>dont créances représentatives de titres prêtés</i>	<i>2 639</i>		<i>2 056</i>	
<b>Participations</b>	<b>4 210</b>	<b>5 667</b>	<b>4 772</b>	<b>5 864</b>
<i>dont provisions</i>	<i>(940)</i>		<i>(320)</i>	
<b>Autres titres détenus à long terme</b>	<b>714</b>	<b>821</b>	<b>750</b>	<b>780</b>
<i>dont provisions</i>	<i>(120)</i>		<i>(114)</i>	
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	<b>4 924</b>	<b>6 488</b>	<b>5 522</b>	<b>6 644</b>
<i>dont titres non cotés</i>	<i>1 698</i>	<i>2 930</i>	<i>1 704</i>	<i>2 770</i>
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>55 266</b>	<b>83 412</b>	<b>51 605</b>	<b>73 122</b>
<i>dont provisions</i>	<i>(1 809)</i>		<i>(1 341)</i>	
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>55 266</b>	<b>83 412</b>	<b>51 605</b>	<b>73 122</b>

Les participations et parts dans les entreprises liées détenues par BNP Paribas SA dans des établissements de crédit s'élèvent respectivement à 1 983 millions d'euros et 27 461 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 2 064 millions d'euros et 26 484 millions d'euros au 31 décembre 2009.

**3.d ACTIONS PROPRES**

En millions d'euros au	31 décembre 2010		31 décembre 2009
	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Transaction	7	7	6
Placement	2	0	1
Titres de participation	61	61	101
<b>Actions propres</b>	<b>70</b>	<b>68</b>	<b>108</b>

Au 31 décembre 2010, BNP Paribas SA détient 27 817 actions enregistrées en titres de placement et destinées à l'attribution d'actions gratuites aux membres du personnel du Groupe, à l'attribution ou à la cession d'actions aux salariés du Groupe dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du plan d'actionnariat salarié du Groupe ou du plan d'épargne d'entreprise. BNP Paribas SA détient également 990 691 actions enregistrées en titres de participation avec pour objectif de les annuler.

En outre, dans le cadre du contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec Exane BNP Paribas, BNP Paribas SA détient au 31 décembre 2010, 149 596 actions enregistrées en titre de transaction.

En application de la cinquième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 qui annule et remplace la cinquième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2009, BNP Paribas a été autorisé à acquérir, pour un prix maximum d'achat de 75 euros par action (contre 68 euros précédemment), un nombre d'actions n'excédant pas 10% du nombre des actions composant le capital social de BNP Paribas SA en vue de leur annulation dans les conditions fixées par l'Assemblée Générale Extraordinaire, dans le but d'honorer des obligations liées à l'émission de titres donnant accès au capital, à des programmes d'options d'achat d'actions, à l'attribution d'actions gratuites, à l'attribution ou à la cession d'actions aux salariés dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou de plans d'épargne d'entreprise, et de couvrir toute forme d'allocation d'actions au profit des salariés de BNP Paribas et des sociétés contrôlées exclusivement par BNP Paribas au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, aux fins de les conserver et de les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers et à des fins de gestion patrimoniale et financière.

Cette autorisation a été consentie pour une durée de dix-huit mois.



## 3.e IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En millions d'euros	Valeurs brutes					Provisions					Valeurs nettes	
	01/01/2010	Acquisitions	Remboursements et cessions	Transferts et autres variations	31/12/2010	01/01/2010	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2010	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Titres d'investissement (note 3.c)	9 598	695	(1 774)	(414)	8 105	164	24	(47)	3	144	7 960	9 429
Participations et ATDLT (note 3.c)	5 955	155	(155)	29	5 984	434	694	(73)	5	1 059	4 924	5 522
Parts dans les entreprises liées (note 3.c)	52 946	5 014	(975)	90	57 075	1 342	572	(117)	12	1 809	55 266	51 605
Actions propres (note 3.d)	101		(40)		61						61	101
<b>Immobilisations financières</b>	<b>68 600</b>	<b>5 864</b>	<b>(2 945)</b>	<b>(295)</b>	<b>71 225</b>	<b>1 940</b>	<b>1 291</b>	<b>(237)</b>	<b>20</b>	<b>3 012</b>	<b>68 212</b>	<b>66 657</b>

Le règlement n°2008-17 du 10 décembre 2008 du Comité de la Réglementation Comptable a permis de reclasser les instruments initialement détenus à des fins de transaction au sein du portefeuille de titres d'investissement.

Ces reclassements ont été réalisés au quatrième trimestre de l'année 2008 et au premier semestre 2009 et sont résumés dans le tableau suivant :

En millions d'euros au	Montants à la date de reclassement		31 décembre 2010		31 décembre 2009	
	1er trimestre 2009	31 décembre 2008	Valeur de bilan	Valeur de marché ou de modèle	Valeur de bilan	Valeur de marché ou de modèle
Actifs financiers extraits du portefeuille de transaction et reclassés	2 760	4 404	4 232	4 248	5 125	5 138
Titres d'investissements	2 760	4 404	4 232	4 248	5 125	5 138

Le tableau ci-dessous présente les éléments de résultats afférents à ces actifs reclassés tels que comptabilisés sur la période, ainsi que ceux qui auraient été comptabilisés si ces actifs n'avaient pas été reclassés:

En millions d'euros	Exercice 2010		Exercice 2009		
	Réalisé	Pro forma (1)	Réalisé		Pro forma (1)
			après reclassement (2)	avant reclassement (2)	
<b>Eléments de résultats (avant impôts)</b>	<b>217</b>	<b>240</b>	<b>151</b>	<b>(75)</b>	<b>615</b>
en intérêts et produits assimilés	224	156	250		183
en gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		84		(75)	432
en gains ou pertes sur actifs immobilisés	(4)		10		
en coût du risque	(3)		(109)		

(1) Résultat (avant impôts) qui auraient été ceux des instruments reclassés en 2008 et 2009 si le reclassement n'avait pas été effectué

(2) L'effet en résultat (avant impôts) est distingué pour les instruments reclassés sur l'exercice 2009

**3.f DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE**

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Titres de créances négociables	169 779	149 602
Emprunts obligataires	3 405	5 361
Autres dettes représentées par un titre	762	977
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>173 946</b>	<b>155 940</b>
<i>dont primes d'émission non amorties</i>	776	566

**Emprunts obligataires**

Au 31 décembre 2010, les emprunts obligataires émis par BNP Paribas SA présentent, selon les clauses des contrats d'émission les échéances suivantes :

En millions d'euros	Encours au 31/12/2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 à 2020	Au delà de 2020
Emprunts obligataires	3 405	275	525	610	242	1 014	707	32



**3.g AUTRES ACTIFS ET PASSIFS**

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Instruments conditionnels achetés	160 925	157 817
Comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	3 607	3 650
Impôts différés - actif	1 768	1 488
Autres actifs divers	23 333	19 394
<b>Autres actifs</b>	<b>189 633</b>	<b>182 349</b>
Instruments conditionnels vendus	156 344	156 463
Comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	3 431	4 015
Dettes rattachées aux opérations sur titres	110 847	82 707
Impôts différés - passif	44	129
Autres passifs divers (1)	24 338	23 982
<b>Autres passifs</b>	<b>295 004</b>	<b>267 296</b>

(1) Les dettes fournisseurs de BNP Paribas SA Métropole s'élèvent au 31 décembre 2010 à 22,8 millions d'euros dont 93,8 % présentent une antériorité inférieure à 60 jours.

**3.h COMPTES DE REGULARISATION**

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Réévaluation des instruments dérivés et de change	48 262	53 005
Produits à recevoir	8 866	7 447
Comptes d'encaissement	2 764	2 821
Autres comptes de régularisation débiteurs	13 300	7 642
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>73 190</b>	<b>70 915</b>
Réévaluation des instruments dérivés et de change	46 647	42 261
Charges à payer	10 785	9 973
Comptes d'encaissement	748	906
Autres comptes de régularisation créditeurs	2 599	2 255
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>60 779</b>	<b>55 395</b>

**3.i IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION**

En millions d'euros au	31 décembre 2010			31 décembre 2009
	Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	Montant net
Logiciels informatiques	1 747	(1 227)	520	482
Autres immobilisations incorporelles	5 633	(29)	5 604	4 956
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 380</b>	<b>(1 256)</b>	<b>6 124</b>	<b>5 438</b>
Terrains et constructions	2 132	(636)	1 496	1 474
Equipement, mobilier, installations	1 966	(1 513)	453	506
Autres immobilisations	236	(0)	236	220
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 334</b>	<b>(2 148)</b>	<b>2 185</b>	<b>2 200</b>



### 3.j PROVISIONS

En millions d'euros au	31 décembre 2009	Dotations	Reprises	Autres variations	31 décembre 2010
Provisions pour engagements sociaux	483	232	(173)	24	566
Provisions pour créances risquées et assimilées (note 2.d)	167	3	(40)	14	144
Provisions pour engagements par signature (note 2.d)	578	191	(77)	28	720
Autres provisions					
■ liées à des opérations bancaires et assimilées	832	291	(382)	10	751
■ non liées à des opérations bancaires	831	147	(128)	41	890
<b>Provisions</b>	<b>2 891</b>	<b>863</b>	<b>(800)</b>	<b>117</b>	<b>3 070</b>

**Provisions pour risques sur produits d'épargne réglementée**

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement</b>	<b>14 171</b>	<b>14 003</b>
dont au titre des plans d'épargne logement	11 400	11 176
▪ Ancienneté de plus de 10 ans	3 764	3 385
▪ Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	5 752	5 221
▪ Ancienneté de moins de 4 ans	1 884	2 570
<b>Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement</b>	<b>515</b>	<b>587</b>
dont au titre des plans d'épargne logement	126	159
<b>Provisions et assimilées constituées au titre des comptes et plans d'épargne logement</b>	<b>226</b>	<b>201</b>
dont au titre des plans d'épargne logement	203	165
▪ Ancienneté de plus de 10 ans	67	61
▪ Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	102	59
▪ Ancienneté de moins de 4 ans	34	45

**Variation des provisions relatives aux produits d'épargne réglementée**

En millions d'euros	Exercice 2010	
	Provisions et assimilées constituées au titre des plans d'épargne logement	Provisions et assimilées constituées au titre des comptes d'épargne logement
<b>Provisions et assimilées constituées au 1er janvier 2010</b>	<b>165</b>	<b>36</b>
Dotations aux provisions	37	-
Reprises de provisions		(12)
<b>Provisions et assimilées constituées au 31 décembre 2010</b>	<b>203</b>	<b>23</b>

**3.k DETTES SUBORDONNEES**

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Dettes subordonnées remboursables</b>	<b>11 079</b>	<b>14 009</b>
<b>Dettes subordonnées perpétuelles</b>	<b>9 925</b>	<b>9 985</b>
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	7 750	7 479
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée	1 947	2 282
Titres participatifs	228	224
<b>Dettes rattachées</b>	<b>79</b>	<b>395</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>21 083</b>	<b>24 389</b>

**Dettes subordonnées remboursables**

Les emprunts subordonnés remboursables émis par le Groupe sont des titres à moyen et long terme assimilables à des créances de rang subordonné simple dont le remboursement avant l'échéance contractuelle interviendrait, en cas de liquidation de la société émettrice, après les autres créanciers mais avant les titulaires de prêts participatifs et de titres participatifs.

Après accord de l'autorité de surveillance bancaire et à l'initiative de l'émetteur, ils peuvent faire l'objet d'une clause de remboursement anticipé par rachat en bourse, offre publique d'achat ou d'échange, ou de gré à gré lorsqu'il s'agit d'émissions privées.

Les emprunts ayant fait l'objet d'un placement international, émis par BNP Paribas SA peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé du principal et d'un règlement avant l'échéance des intérêts payables in fine, à l'initiative de l'émetteur, à partir d'une date fixée dans la notice d'émission (call option), ou dans l'hypothèse où des modifications aux règles fiscales en vigueur imposeraient à l'émetteur au sein du groupe l'obligation de compenser les porteurs des conséquences de ces modifications. Ce remboursement peut intervenir moyennant un préavis, de 15 à 60 jours selon les cas, et en toute hypothèse sous réserve de l'accord des autorités de surveillance bancaire.

Au 31 décembre 2010, l'échéancier des emprunts subordonnés remboursables se présente de la façon suivante :

En millions d'euros	Encours au 31/12/2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 à 2020	Au delà de 2020
<b>Dettes subordonnées remboursables</b>	<b>11 079</b>	<b>304</b>	<b>1 856</b>	<b>670</b>	<b>363</b>	<b>771</b>	<b>6 071</b>	<b>1 044</b>



## Dettes subordonnées perpétuelles

### • Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée

Depuis 2005, BNP Paribas SA a procédé à dix-neuf émissions perpétuelles prenant la forme de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée, pour un montant global de 7 750 millions en contre-valeur euros. Ces émissions offrent aux souscripteurs une rémunération à taux fixe et peuvent être remboursées à l'issue d'une période fixe puis à chaque date anniversaire du coupon. En cas de non-remboursement à l'issue de cette période, il sera versé pour certaines de ces émissions un coupon indexé sur Euribor ou Libor.

L'émission de 2 550 millions d'euros souscrite en décembre 2008 par la Société de Prise de Participation de l'Etat, a été remboursée lors de l'émission des actions de préférence en mars 2009.

Fortis Banque France, qui a été absorbée par BNP Paribas SA le 12 mai 2010, avait émis en décembre 2007 des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée pour un montant de 60 millions d'euros. Cette émission offre aux souscripteurs une rémunération à taux variable et pourra être remboursée à l'issue de 10 ans, puis à chaque date anniversaire du coupon.

Les caractéristiques de ces différentes émissions sont reprises dans le tableau suivant :

Emetteur	Date d'émission	Devise	Montant en millions à l'origine (en millions)	Durée	TAUX	31 décembre 2010	31 décembre 2009
BNP Paribas SA	juin 2005	USD	1 350	10 ans	USD Libor 3 mois + 1,68%	1 010	943
BNP Paribas SA	octobre 2005	EUR	1 000	6 ans	4,875%	1 000	1 000
BNP Paribas SA	octobre 2005	USD	400	6 ans	6,25%	299	279
BNP Paribas SA	avril 2006	EUR	750	10 ans	Euribor 3 mois + 1,69%	750	750
BNP Paribas SA	avril 2006	GBP	450	10 ans	GBP Libor 3 mois + 1,13%	525	508
BNP Paribas SA	juillet 2006	EUR	150	20 ans	Euribor 3 mois + 1,92%	150	150
BNP Paribas SA	juillet 2006	GBP	325	10 ans	GBP Libor 3 mois + 1,81%	379	367
BNP Paribas SA	avril 2007	EUR	750	10 ans	Euribor 3 mois + 1,72%	750	750
BNP Paribas SA	juin 2007	USD	600	5 ans	6,50%	449	419
BNP Paribas SA	juin 2007	USD	1 100	30 ans	USD Libor 3 mois + 1,29%	823	768
BNP Paribas SA	octobre 2007	GBP	200	10 ans	GBP Libor 3 mois + 1,85%	233	226
BNP Paribas SA	décembre 2007	EUR	60 (1)	10 ans	Euribor 3 mois + 3,880%	60	
BNP Paribas SA	juin 2008	EUR	500	10 ans	Euribor 3 mois + 3,750%	500	500
BNP Paribas SA	septembre 2008	EUR	650	5 ans	Euribor 3 mois + 4,050%	650	650
BNP Paribas SA	septembre 2008	EUR	100	10 ans	Euribor 3 mois + 3,925%	100	100
BNP Paribas SA	décembre 2009	EUR	2	10 ans	Euribor 3 mois + 4,75%	2	2
BNP Paribas SA	décembre 2009	EUR	17	10 ans	Euribor 3 mois + 4,75%	17	17
BNP Paribas SA	décembre 2009	USD	70	10 ans	USD Libor 3 mois + 4,75%	52	49
BNP Paribas SA	décembre 2009	USD	0,5	10 ans	USD Libor 3 mois + 4,75%	1	1
<b>Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée</b>						<b>7 750</b>	<b>7 479</b>

(1) Par absorption de Fortis Banque France le 12 mai 2010

Les intérêts normalement dus sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée peuvent ne pas être payés si aucun dividende n'a été versé sur les actions ordinaires de BNP Paribas SA, ni aucun dividende sur les titres assimilés aux Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée au cours de l'année précédente. Les coupons non versés ne sont pas reportés.

Du fait de la présence d'une clause d'absorption de pertes, les modalités contractuelles des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée prévoient, qu'en cas d'insuffisance de fonds propres prudentiels – non intégralement compensée par une augmentation de capital ou toute autre mesure équivalente – le nominal des titres émis puisse être réduit pour servir de nouvelle base de calcul des coupons, tant que l'insuffisance n'est pas corrigée et le nominal d'origine des titres reconstitué. En cas de liquidation de BNP Paribas SA et nonobstant toute réduction éventuelle du nominal d'origine des titres émis, les porteurs produiront leurs créances pour leur montant nominal d'origine.

Titres Subordonnés à Durée Indéterminée

Les Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI) émis par BNP Paribas SA sont des obligations subordonnées perpétuelles remboursables à la liquidation de la société, après le remboursement de toutes les autres dettes mais avant celui des titres participatifs. Ils ne donnent aucun droit aux actifs résiduels. Les émissions successives de TSDI se présentent de la façon suivante :

Emetteur	Date d'émission	Devise	Montant en devise à l'origine (en millions)	Taux	31 décembre 2010	31 décembre 2009
BNP SA	octobre 1985	EUR	305	TMO - 0,25%	254	254
BNP SA	septembre 1986	USD	500	Libor 6 mois + 0,75%	205	191
BNP Paribas SA	octobre 2000	USD	500	9,003% puis Libor 3 mois + 3,26%		349
BNP Paribas SA	octobre 2001	EUR	500	6,625% puis Euribor 3 mois + 2,6%	500	500
BNP Paribas SA	janvier 2002	EUR	660	6,342% puis Euribor 3 mois + 2,33%	660	660
BNP Paribas SA	janvier 2003	EUR	328	5,868% puis Euribor 3 mois + 2,48%	328	328
<b>Titres Subordonnés à Durée Indéterminée</b>					<b>1 947</b>	<b>2 282</b>

Pour les TSDI émis en octobre 1985, d'un nominal de 305 millions d'euros, le paiement des intérêts est obligatoire, sauf si le Conseil d'administration décide de différer cette rémunération lorsque l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a constaté qu'il n'existe pas de bénéfice distribuable, et ceci dans les douze mois précédant l'échéance de paiement des intérêts.

Les autres TSDI émis présentent la particularité de pouvoir être remboursés au pair par anticipation, à l'initiative de l'émetteur, à partir d'une date fixée dans la notice d'émission, mais après accord des autorités de surveillance bancaire (call option). Ils ne sont pas assortis de clause de majoration d'intérêt. Le paiement des intérêts est obligatoire, sauf si le Conseil d'administration décide de différer cette rémunération lorsque l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a validé la décision de ne pas procéder à une distribution de dividendes, et ceci dans les douze mois précédant l'échéance de paiement des intérêts.





- Titres participatifs

Les titres participatifs émis par BNP Paribas SA entre 1984 et 1988 pour un montant global de 337 millions d'euros ne sont remboursables qu'en cas de liquidation de la société mais peuvent faire l'objet de rachats dans les conditions prévues par la loi du 3 janvier 1983. Dans ce cadre, il a été procédé entre 2004 et 2007 au rachat de 434 267 titres sur 2 212 761 titres émis à l'origine qui ont fait l'objet d'une annulation. Le paiement d'intérêts est obligatoire, bien que le Conseil d'administration puisse décider de différer la rémunération lorsque l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes constate qu'il n'existe pas de bénéfice distribuable.

En décembre 2009, ces titres ont fait l'objet d'une offre publique associant une offre d'échange contre des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée et une offre de rachat. Cette opération a dégagé un gain brut de 7 millions d'euros sur la valeur comptable des titres participatifs reçus en échange ou rachetés.



## 4. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

### 4.a ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Etablissements de crédit	53 701	56 962
Clientèle	156 559	125 175
Ouverture de crédits confirmés	87 209	86 920
Autres engagements en faveur de la clientèle	69 350	38 255
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>210 259</b>	<b>182 137</b>
Etablissements de crédit	81 886	81 004
Clientèle	23 380	6 550
<b>Engagements de financement reçus</b>	<b>105 266</b>	<b>87 554</b>

### 4.b ENGAGEMENTS DE GARANTIE

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Etablissements de crédit	37 207	30 225
Clientèle	104 725	92 707
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>141 933</b>	<b>122 932</b>
Etablissements de crédit	61 901	52 128
Clientèle	123 540	94 216
<b>Engagements de garantie reçus</b>	<b>185 441</b>	<b>146 344</b>

**4.c INSTRUMENTS FINANCIERS DONNES OU REÇUS EN GARANTIE****• Instruments financiers donnés en garantie**

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Instruments financiers (titres négociables et créances privées) déposés auprès des Banques Centrales et mobilisables à tout instant en garantie d'opérations éventuelles de refinancement	74 301	76 285
- Mobilisés en garantie auprès des Banques Centrales	15 623	34 917
- Disponibles pour des opérations de refinancement	58 678	41 368
Autres actifs donnés en garantie d'opérations auprès des établissements de crédits et de la clientèle financière	65 483	51 659

Au 31 décembre 2010, la banque a déposé ou rendu éligibles à un dépôt 74 301 millions d'euros (76 285 millions d'euros au 31 décembre 2009) d'instruments financiers (titres négociables et créances privées) auprès des Banques Centrales qui sont mobilisables à tout instant en garantie d'opérations éventuelles de refinancement, dont 50 154 millions (51 604 millions d'euros au 31 décembre 2009) auprès de la Banque de France dans le cadre du système de Gestion Globale des Garanties couvrant les opérations de politique monétaire de l'Eurosystème et d'emprunts intrajournaliers. Dans ce cadre, la banque avait mobilisé auprès des Banques Centrales 15 623 millions d'euros au 31 décembre 2010 (34 917 millions d'euros au 31 décembre 2009) dont 7 000 millions d'euros (27 117 millions d'euros au 31 décembre 2009) auprès de la Banque de France.

Les autres actifs donnés en garantie d'opérations auprès des établissements de crédit et de la clientèle financière concernent notamment des financements de BNPP HL Covered Bonds, de la Société de Financement de l'Économie Française et de la Caisse de Refinancement de l'Habitat et s'élèvent à 45 916 millions d'euros au 31 décembre 2010 (39 974 millions d'euros au 31 décembre 2009).

**• Instruments financiers reçus en garantie**

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Instruments financiers reçus en garantie	27 025	12 984



## 5. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

### 5.a FRAIS DE PERSONNEL

En millions d'euros	Exercice 2010	Exercice 2009
Salaires et traitements	(3 788)	(3 625)
Charges sociales et fiscales	(1 479)	(1 736)
Participation et Intéressement des salariés	(250)	(190)
<b>Total frais de personnel</b>	<b>(5 517)</b>	<b>(5 551)</b>

L'effectif de BNP Paribas SA se répartit de la façon suivante :

Effectif au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
BNP Paribas Métropole	39 523	37 946
<i>Dont cadres</i>	21 319	19 653
Succursales hors Métropole	10 148	8 855
<b>Total BNP Paribas SA</b>	<b>49 671</b>	<b>46 801</b>



## 5.b ENGAGEMENTS SOCIAUX

### Avantages postérieurs à l'emploi relevant de régimes à cotisations définies

En France, le Groupe BNP Paribas cotise à différents organismes nationaux et interprofessionnels de retraites de base et complémentaires. BNP Paribas SA a mis en place, par accord d'entreprise, une retraite par capitalisation. A ce titre, les salariés bénéficieront au moment de leur départ en retraite d'une rente venant s'ajouter aux pensions servies par les régimes nationaux.

A l'étranger, les plans à prestations définies ayant été fermés dans la plupart des pays (Etats-Unis, Allemagne, Luxembourg, Royaume-Uni, Irlande, Norvège, Australie principalement) aux nouveaux collaborateurs, ceux-ci se voient offrir le bénéfice de plans de pension à cotisations définies. Dans le cadre de ces plans, l'engagement de l'entreprise consiste essentiellement à verser, au plan de pension, un pourcentage du salaire annuel du bénéficiaire.

Les montants versés au titre des régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies français et étrangers sont de 232 millions d'euros pour l'exercice 2010 contre 211 millions d'euros pour l'exercice 2009.

### Avantages postérieurs à l'emploi relevant de régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies subsistant en France et à l'étranger font l'objet d'évaluations actuarielles indépendantes selon la méthodologie des unités de crédit projetées afin de déterminer la charge correspondant aux droits acquis par les salariés et aux prestations restant à verser aux préretraités et retraités. Les hypothèses démographiques et financières utilisées pour estimer la valeur actualisée des obligations et des actifs de couverture de ces régimes tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou sociétés du Groupe. La fraction des écarts actuariels à amortir, après application de la limite conventionnelle de 10% (méthode du corridor), est calculée séparément pour chaque plan à prestations définies.

Les provisions constituées au titre des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies s'élèvent à 319 millions d'euros au 31 décembre 2010 (268 millions d'euros au 31 décembre 2009), dont 255 millions d'euros pour les engagements français et 64 millions d'euros pour les engagements étrangers.

Les excédents de valeurs des actifs de retraite sur les obligations liées aux régimes correspondant représentent 35 millions d'euros au 31 décembre 2010 (5 millions au 31 décembre 2009).

- *Régimes de retraite et autres avantages liés à la retraite*

- *Régimes de retraite*

En France, BNP Paribas verse un complément de pension bancaire au titre des droits acquis jusqu'au 31 décembre 1993 par les retraités et les salariés en activité à cette date. Ces engagements résiduels sont couverts par une provision constituée dans les comptes du Groupe, ou sont externalisés auprès d'une compagnie d'assurance.

Les régimes de retraite à prestations définies dont bénéficiaient les cadres supérieurs du Groupe issus de la BNP, de Paribas et de la Compagnie Bancaire, ont tous été fermés et transformés en régimes de type additif. Les montants attribués aux bénéficiaires, sous réserve de leur présence dans le Groupe au moment de leur départ à la retraite, ont été définitivement déterminés lors de la fermeture des régimes antérieurs. Ces régimes de retraite ont été externalisés auprès de compagnies d'assurance, dans le bilan desquelles la valeur de marché des actifs investis en représentation de ces régimes se répartit à hauteur de 82% en obligations, 9% en actions et 9% en immobilier.



A l'étranger, les régimes de retraite reposent, soit sur l'acquisition d'une pension définie en fonction du dernier salaire et du nombre d'années de service (*Royaume-Uni*), soit sur l'acquisition annuelle d'un capital constitutif d'une pension exprimée en pourcentage du salaire annuel et rémunéré à un taux prédéfini (*Etats-Unis*). La gestion de certains régimes est assurée par des organismes de gestion indépendants (*Royaume-Uni*). Au 31 décembre 2010, 84% des engagements bruts de ces régimes sont concentrés sur 6 plans situés au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. La valeur de marché des actifs de ces régimes se répartit à hauteur de 38% en actions, 53% en obligations, et 9% en autres instruments financiers.

- *Autres avantages liés à la retraite*

Le personnel des différentes sociétés du Groupe bénéficie de diverses prestations contractuelles telles que les indemnités de départ ou de fin de carrière. En France, la couverture de ces indemnités fait l'objet d'un contrat externalisé auprès d'une compagnie d'assurance extérieure au Groupe.

- *Régimes d'aide médicale postérieure à l'emploi*

En France, BNP Paribas n'a plus d'engagement au titre des régimes de couverture médicale à l'égard de ses retraités.

A l'étranger, il existe plusieurs régimes de couverture médicale pour les retraités dont les principaux se situent aux Etats-Unis. Les provisions constituées au titre des engagements existant à l'égard des ayants droits s'élèvent à 9 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 6 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Les engagements existant au titre des régimes d'aide médicale postérieure à l'emploi sont évalués en utilisant les tables de mortalité en vigueur dans chaque pays et les hypothèses d'évolution des coûts médicaux. Ces hypothèses, basées sur des observations historiques, tiennent compte des évolutions futures estimées du coût des services médicaux résultant à la fois du coût des prestations médicales et de l'inflation.

#### Indemnités de fin de contrat de travail

La banque favorise en France le départ anticipé fondé sur le volontariat de salariés répondant à certains critères d'éligibilité. Les charges liées aux plans de départ volontaire font l'objet de provisions au titre des personnels en activité éligibles dès lors que le plan concerné a fait l'objet d'un accord ou d'une proposition d'accord paritaire. Les plans en cours d'exécution en France concernent BNP Paribas Métropole.

Au 31 décembre 2010, les provisions existant au sein de BNP Paribas SA au titre des plans de départ volontaire et de préretraite s'élèvent à 5 millions d'euros (5 millions d'euros au 31 décembre 2009).



## 6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 6.a EVOLUTION DU CAPITAL

#### Résolutions de l'Assemblée Générale des actionnaires utilisables au cours de l'exercice 2010

Les délégations suivantes en cours de validité en 2010, ont été accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil d'administration pour procéder à des augmentations ou réductions de capital :

Assemblée Générale au cours de laquelle a été donnée délégation au Conseil d'administration		Utilisation faite au cours de l'exercice 2010
Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2008 (21 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Autorisation de procéder à l'attribution d'actions gratuites aux salariés de BNP Paribas et aux salariés et mandataires sociaux des sociétés liées.</p> <p><i>Les actions attribuées pourront être existantes ou à émettre et représenteront au maximum 1,5% du capital social de BNP Paribas, soit moins de 0,5% par an. Cette autorisation a été donnée pour une durée de 38 mois.</i></p>	<p>Attribution de 998 015 actions gratuites lors du Conseil d'administration du 5 mars 2010.</p>
Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2008 (22 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Autorisation de consentir à certains membres du personnel et aux mandataires sociaux des options de souscription ou d'achat d'actions.</p> <p><i>Cette autorisation porte sur un nombre de titres représentant au maximum 3% du capital social de BNP Paribas, soit moins de 1% par an. Ce plafond est global, commun aux 21<sup>ème</sup> et 22<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2008. Cette autorisation a été donnée pour une durée de 38 mois.</i></p>	<p>Attribution de 2 423 700 options de souscription lors du Conseil d'administration du 5 mars 2010.</p>
Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2009 (5 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Autorisation donnée au Conseil d'administration de mettre en place un programme de rachat d'actions par la société jusqu'à détenir au maximum 10% du capital.</p> <p><i>Les dites acquisitions d'actions seraient destinées à remplir plusieurs objectifs, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>L'attribution ou la cession d'actions aux salariés dans le cadre de la participation au fruit de l'expansion de l'Entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou épargne d'entreprise, de programmes d'options d'achat d'actions, ainsi que l'attribution d'actions gratuites aux membres du personnel ;</i></li> <li>- <i>L'annulation des actions après autorisation de l'Assemblée Générale (15<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 13 mai 2009) ;</i></li> <li>- <i>L'échange ou le paiement dans le but de réaliser des opérations de croissance externe ;</i></li> <li>- <i>La mise en œuvre d'un contrat de liquidité.</i></li> </ul> <p><i>Cette autorisation est donnée pour une durée de 18 mois et a été privée d'effet par la 5<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010.</i></p>	<p><i>Hors contrat de liquidité, 800 000 actions d'un nominal de 2 euros ont été rachetées en mars 2010. Dans le cadre du contrat de liquidité, 1 809 576 actions d'un nominal de 2 euros ont été achetées et 1 806 987 actions d'un nominal de 2 euros ont été vendues au cours de l'année 2010</i></p>



Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2009 (15 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Autorisation conférée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions.</p> <p><i>L'autorisation est donnée d'annuler, en une ou plusieurs fois, par voie de réduction du capital social, tout ou partie des actions que BNP Paribas détient et qu'elle pourrait détenir dans la limite de 10% du nombre total d'actions composant le capital social existant à la date de l'opération, par période de 24 mois.</i></p> <p><i>Délégation de tous pouvoirs pour réaliser cette réduction de capital, et imputer la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles, y compris sur la réserve légale à concurrence de 10% du capital annulé.</i></p> <p><i>Cette autorisation a été donnée pour une durée de 18 mois et a été privée d'effet par la 20<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010.</i></p>	600 000 actions d'un nominal de 2 euros ont été annulées le 30 mars 2010
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (3 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Décision par l'Assemblée Générale de proposer aux actionnaires un dividende payable en numéraire ou en actions nouvelles.</p> <p><i>Le paiement du dividende en actions nouvelles a eu pour conséquence d'augmenter le capital la société 18 320 436 euros, soit 9 160 218 actions.</i></p> <p><i>Cette opération a dégagée une prime d'émission de 401 858 763,66 euros.</i></p>	9 160 218 actions nouvelles d'un nominal de 2 euros ont été émises le 15 juin 2010.
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (5 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Autorisation donnée au Conseil d'administration de mettre en place un programme de rachat d'actions par la société jusqu'à détenir au maximum 10% du capital.</p> <p><i>Les dites acquisitions d'actions seraient destinées à remplir plusieurs objectifs, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li><i>- L'attribution ou la cession d'actions aux salariés dans le cadre de la participation au fruit de l'expansion de l'Entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou d'épargne d'entreprise, de programmes d'options d'achat d'actions, ainsi que l'attribution d'actions gratuites aux membres du personnel ;</i></li><li><i>- L'annulation des actions après autorisation de l'Assemblée Générale (20<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 12 mai 2010) ;</i></li><li><i>- L'échange ou le paiement dans le but de réaliser des opérations de croissance externe ;</i></li><li><i>- La mise en œuvre d'un contrat de liquidité.</i></li></ul> <p><i>Cette autorisation a été donnée pour une durée de 18 mois et se substitue à celle accordée par la 5<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 13 mai 2009.</i></p>	Il n'a pas été fait usage de cette résolution.
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (12 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Emission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.</p> <p><i>Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de cette délégation, ne peut être supérieur à 1 milliard d'euros (soit 500 millions d'actions).</i></p> <p><i>Le montant nominal des titres de créance donnant accès au capital de la société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation, ne peut être supérieur à 10 milliards d'euros.</i></p> <p><i>Cette autorisation a été donnée pour une durée de 26 mois et prive d'effet l'autorisation conférée par la 13<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2008.</i></p>	Il n'a pas été fait usage de cette résolution





Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (13 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Emission, avec suppression du droit préférentiel de souscription et faculté d'octroi d'un délai de priorité, d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.</p> <p><i>Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de cette délégation, ne peut être supérieur à 350 millions d'euros (soit 175 millions d'actions).</i></p> <p><i>Le montant nominal des titres de créance donnant accès au capital de la société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation, ne peut être supérieur à 7 milliards d'euros.</i></p> <p><i>Cette autorisation a été donnée pour une durée de 26 mois et prive d'effet l'autorisation conférée par la 14<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2008.</i></p>	Il n'a pas été fait usage de cette résolution
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (14 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Emission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital, destinées à rémunérer les titres apportés dans le cadre d'offres publiques d'échange.</p> <p><i>Le montant maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, en une ou plusieurs fois, en vertu de cette délégation, ne peut être supérieur à 350 millions d'euros.</i></p> <p><i>Cette délégation a été donnée pour une durée de 26 mois et prive d'effet la délégation conférée par la 15<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2008.</i></p>	Il n'a pas été fait usage de cette résolution
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (15 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Emission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions destinées à rémunérer des apports de titres non cotés dans la limite de 10 % du capital.</p> <p><i>Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, en une ou plusieurs fois, en vertu de cette délégation, ne peut être supérieur à 10 % du capital social de BNP Paribas.</i></p> <p><i>Cette délégation a été donnée pour une durée de 26 mois et prive d'effet la délégation conférée par la 13<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2009.</i></p>	Il n'a pas été fait usage de cette résolution
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (16 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Limitation globale des autorisations d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription.</p> <p><i>La décision est prise de limiter le montant global des autorisations d'émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'une part, à hauteur de 350 millions d'euros le montant nominal maximal des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées dans le cadre des autorisations conférées par les 13<sup>ème</sup> à 15<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée Générale, et d'autre part, à hauteur de 7 milliards d'euros le montant nominal maximal des titres de créance susceptibles d'être émis dans le cadre des autorisations conférées par les 13<sup>ème</sup> à 15<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée Générale.</i></p>	Sans objet
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (17 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission ou d'apport.</p> <p><i>L'autorisation est donnée d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social dans la limite d'un montant nominal de 1 milliard d'euros par l'incorporation, successive ou simultanée, au capital, de tout ou partie des réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion, ou d'apport, à réaliser par création et attribution gratuite d'actions ou par élévation du nominal des actions ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés.</i></p> <p><i>Cette autorisation a été donnée pour une durée de 26 mois et prive d'effet l'autorisation conférée par la 4<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mars 2009.</i></p>	Il n'a pas été fait usage de cette résolution



Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (18 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Limitation globale des autorisations d'émission avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription.</p> <p><i>La décision est prise de limiter le montant global des autorisations d'émissions, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, d'une part, à hauteur de 1 milliard d'euros le montant nominal maximal des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées dans le cadre des autorisations conférées par les 12<sup>ème</sup> à 15<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée Générale, et d'autre part, à hauteur de 10 milliards d'euros le montant nominal maximal des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu des autorisations conférées par les 12<sup>ème</sup> à 15<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée Générale.</i></p>	Sans objet
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (19 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Autorisation donnée au Conseil d'administration de réaliser des opérations réservées aux adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise de groupe de BNP Paribas pouvant prendre la forme d'augmentations de capital et/ou de cessions de titres réservées.</p> <p><i>L'autorisation est donnée d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social d'un montant nominal maximal de 46 millions d'euros, par l'émission d'actions (avec suppression du droit préférentiel de souscription) réservée aux adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise de groupe BNP Paribas ou par cession d'actions.</i></p> <p><i>Cette autorisation a été donnée pour une durée de 26 mois, et prive d'effet l'autorisation conférée par la 3<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mars 2009.</i></p>	Emission de 3 700 076 actions nouvelles pour un nominal de 2 euros constatée le 16 juillet 2010
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (20 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions.</p> <p><i>L'autorisation est donnée d'annuler, en une ou plusieurs fois, par voie de réduction du capital social, tout ou partie des actions que BNP Paribas détient et qu'elle pourrait détenir dans le cadre de l'autorisation donnée par ladite Assemblée, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions composant le capital social existant à la date de l'opération, par période de 24 mois.</i></p> <p><i>Délégation de tous pouvoirs, pour réaliser cette réduction de capital, et d'imputer la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles, y compris sur la réserve légale à concurrence de 10 % du capital annulé.</i></p> <p><i>Cette autorisation a été donnée pour une durée de 18 mois et se substitue à celle accordée par la 15<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2009.</i></p>	Il n'a pas été fait usage de cette résolution
Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2010 (21 <sup>ème</sup> résolution)	<p>Approbation du projet de fusion-absorption de Fortis Banque France par BNP Paribas ; augmentation corrélative du capital social.</p> <p><i>Emission de 354 actions nouvelles pour un nominal de 2 euros dans le cadre de la fusion absorption de Fortis Banque France constatée le 12 mai 2010.</i></p>	Emission de 354 actions nouvelles pour un nominal de 2 euros le 12 mai 2010

#### Augmentations de capital liées à l'acquisition de Fortis Banque SA/NV et BGL SA

BNP Paribas a conclu un accord avec l'Etat Belge et l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg portant sur l'acquisition par BNP Paribas de certaines sociétés du groupe Fortis auprès de l'Etat Belge, agissant à travers la SFPI et de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (ci-après l'opération).

L'opération comprend quatre apports, rémunéré chacun par une augmentation de capital :

- de 88 235 294 actions ordinaires BNP Paribas d'une valeur nominale de 2 euros chacune pour le Premier Apport, lequel consiste en l'apport par la SFPI de 263 586 083 actions de Fortis Banque SA/NV, représentant environ 54,55 % du capital et des droits de vote de cette dernière. Le Conseil d'administration a approuvé le 12 mai 2009 ce Premier Apport en faisant usage de la délégation que lui a conférée l'Assemblée Générale du 21 mai 2008 aux termes de sa 16<sup>ème</sup> résolution. Les actions émises en rémunération de cet apport étaient soumises à un engagement de conservation jusqu'au 10 octobre 2010 ;



- de 32 982 760 actions ordinaires BNP Paribas d'une valeur nominale de 2 euros chacune pour le Deuxième Apport, lequel consiste en l'apport par la SFPI de 98 529 695 actions supplémentaires de Fortis Banque SA/NV, représentant environ 20,39 % du capital et des droits de vote de cette dernière. L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 13 mai 2009 a, aux termes de sa 11<sup>ème</sup> résolution, approuvé ce Deuxième Apport, constaté sa réalisation définitive ainsi que celle de l'augmentation de capital corrélative ;

- de 11 717 549 actions ordinaires BNP Paribas d'une valeur nominale de 2 euros chacune pour le Troisième Apport, lequel consiste en l'apport par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg de 4 540 798 actions de BGL SA, représentant environ 16,57 % du capital et des droits de vote de cette dernière. L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 13 mai 2009 a, aux termes de sa 12<sup>ème</sup> résolution, approuvé ce Troisième Apport, constaté sa réalisation définitive ainsi que celle de l'augmentation de capital corrélative. L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg était engagé à conserver 5 858 774 actions reçues en rémunération de son apport jusqu'au 23 octobre 2009 ;

- de 500 000 actions ordinaires BNP Paribas d'une valeur nominale de 2 euros chacune pour le Quatrième Apport, lequel consiste en l'apport par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg de 193 760 actions de BGL SA, représentant environ 0,69 % du capital et des droits de vote de cette dernière. Le Conseil d'administration a approuvé le 13 mai 2009 ce Quatrième Apport, sa réalisation définitive ainsi que celle de l'augmentation de capital corrélative en faisant usage de la délégation que lui a conféré l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2009 aux termes de sa 13<sup>ème</sup> résolution. L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg était engagé à conserver 250 000 actions reçues en rémunération de son apport jusqu'au 23 octobre 2009.

En conséquence de ces quatre apports, le capital de BNP Paribas a été augmenté de 133 435 603 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2 euros.

Opérations sur le capital	en nombre	valeur unitaire en €	date d'autorisation par l'Assemblée Générale	date de décision du Conseil d'administration
<b>Nombre d'actions émises au 31 décembre 2008</b>	<b>812 098 107</b>	<b>2</b>		
Augmentation de capital par l'exercice d'options de souscription d'actions	74 024	2	(1)	(1)
Augmentation de capital par l'exercice d'options de souscription d'actions	1 824 682	2	(1)	(1)
Augmentation de capital résultant de l'opération d'acquisition de Fortis	133 435 603	2	(2)	(2)
Augmentation de capital résultant de l'émission des actions de préférence	187 224 669	2	27-mars-09	27-mars-09
Augmentation de capital réservée aux adhérents du Plan d'Epargne Entreprise	9 000 000	2	27-mars-09	05-mai-09
Augmentation de capital résultant du paiement du dividende en actions	21 420 254	2	13-mai-09	13-mai-09
Réduction de capital	(219 294)	2	13-mai-09	03-août-09
Augmentation de capital	107 650 488	2	21-mai-08	25-sept-09
Réduction de capital résultant de l'annulation des actions de préférence	(187 224 669)	2		04-nov-09
<b>Nombre d'actions émises au 31 décembre 2009</b>	<b>1 185 281 764</b>	<b>2</b>		
Augmentation de capital par l'exercice d'options de souscription d'actions	595 215	2	(1)	(1)
Augmentation de capital par l'exercice d'options de souscription d'actions	522 529	2	(1)	(1)
Réduction de capital	(600 000)	2	13-mai-09	05-mars-10
Augmentation de capital liée à la fusion de Fortis Banque France	354	2	12-mai-10	12-mai-10
Augmentation de capital résultant du paiement du dividende en actions	9 160 218	2	12-mai-10	12-mai-10
Augmentation de capital réservée aux adhérents du Plan d'Epargne Entreprise	3 700 076	2	12-mai-10	12-mai-10
<b>Nombre d'actions émises au 31 décembre 2010</b>	<b>1 198 660 166</b>	<b>2</b>		

(1) Diverses résolutions prises par l'Assemblée Générale des actionnaires et décisions du Conseil d'administration autorisant l'attribution des options de souscription d'actions levées au cours de la période.

(2) Diverses résolutions prises par l'Assemblée Générale des actionnaires et décisions du Conseil d'administration autorisant les augmentations de capital relatives à l'acquisition de Fortis.



## 6.b TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES DU 31 DECEMBRE 2008 AU 31 DECEMBRE 2010

En millions d'euros	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2008</b>	<b>1 824</b>	<b>8 819</b>	<b>23 858</b>	<b>34 501</b>
Dividendes sur le résultat de l'exercice 2008			(1 044)	(1 044)
Augmentations de capital	547	12 528	50	13 125
Réduction de capital par annulation d'actions		(16)		(16)
Autres variations			(30)	(30)
Résultat de l'exercice 2009			4 009	4 009
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2009</b>	<b>2 371</b>	<b>21 331</b>	<b>26 843</b>	<b>50 545</b>
Dividendes sur le résultat de l'exercice 2009	18	402	(1 776)	(1 356)
Augmentations de capital	9	181	3	203
Réduction de capital par annulation d'actions	(1)	(39)		(40)
Autres variations		(35)	(12)	(47)
Résultat de l'exercice 2010			3 485	3 485
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>2 397</b>	<b>21 850</b>	<b>28 623</b>	<b>52 770</b>



## 6.c NOTIONNEL DES INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité de BNP Paribas SA sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

### - Portefeuille de transaction :

En millions d'euros au	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Instruments dérivés de cours de change	1 973 422	1 610 990
Instruments dérivés de taux d'intérêt	37 120 905	35 304 751
Instruments dérivés sur actions	1 825 489	1 655 137
Instruments dérivés de crédit	2 384 781	1 606 945
Instruments dérivés de matières premières	88 124	111 590
Autres instruments dérivés	3	3
<b>Instruments financiers à terme de transaction</b>	<b>43 392 724</b>	<b>40 289 416</b>

Les opérations sur instruments financiers réalisés sur des marchés organisés représentent 44 % des opérations portant sur des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2010 (41 % au 31 décembre 2009).

### - Stratégie de couverture :

Le montant total des notionnels des instruments financiers dérivés utilisés en couverture s'établit à 502 412 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 401 940 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Les opérations sur instruments financiers dérivés contractés à des fins de couverture sont conclues de gré à gré.

### - Valeur de marché :

La valeur de marché de la position nette des opérations fermes est évaluée à environ 1 500 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 4 800 millions d'euros au 31 décembre 2009. La valeur de marché de la position nette acheteuse des opérations conditionnelles est évaluée à environ 3 100 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre une position nette acheteuse de 850 millions d'euros au 31 décembre 2009.



## 6.d INFORMATIONS SECTORIELLES

Les encours au bilan des opérations interbancaires et assimilées ainsi que des opérations avec la clientèle se répartissent géographiquement de la manière suivante :

En millions d'euros au	Opérations interbancaires et assimilées		Opérations avec la clientèle et crédit-bail		Total par zone géographique	
	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2009
France	336 431	334 972	239 552	206 996	575 984	541 968
Autres pays de l'espace économique européen	99 431	96 731	63 275	52 685	162 706	149 416
Pays des zones Amérique et Asie	57 948	65 105	58 415	45 328	116 364	110 433
Autres pays	2 575	2 099	4 625	5 270	7 199	7 369
<b>Total des emplois</b>	<b>496 385</b>	<b>498 907</b>	<b>365 867</b>	<b>310 279</b>	<b>862 252</b>	<b>809 186</b>
France	254 311	274 765	179 210	158 639	433 522	433 404
Autres pays de l'espace économique européen	49 714	62 352	94 024	78 611	143 738	140 963
Pays des zones Amérique et Asie	56 805	47 924	46 870	49 620	103 676	97 544
Autres pays	6 316	5 157	4 273	3 729	10 589	8 886
<b>Total des ressources</b>	<b>367 146</b>	<b>390 198</b>	<b>324 378</b>	<b>290 599</b>	<b>691 524</b>	<b>680 797</b>

Le produit net bancaire de BNP Paribas SA en 2010 pour l'ensemble de ses activités est réalisé à hauteur de 86 % avec des contreparties appartenant à l'espace économique européen (88 % en 2009).

**6.e ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES**

En millions d'euros	Opérations A vue au jour le jour	Durée restant à courir				Provisions	Total
		Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
EMPLOIS							
Caisse, banques centrales et CCP	23 453	-	-	-	-		23 453
Effets publics et valeurs assimilées		37 373	23 524	29 709	47 041	(1 414)	136 232
Créances sur les établissements de crédit	32 735	188 659	33 512	53 517	28 930	(653)	336 700
Opérations avec la clientèle et crédit-bail	19 758	139 800	33 160	101 969	78 058	(6 879)	365 867
Obligations et autres titres à revenu fixe		23 436	15 088	25 196	33 213	(1 116)	95 816
RESSOURCES							
Dettes envers les établissements de crédit et Banques Centrales et CCP	59 228	231 163	25 749	38 780	12 226		367 146
Opérations avec la clientèle	118 453	147 597	23 880	30 267	4 180		324 378
Dettes représentées par un titre hors emprunts obligataires et autres dettes représentées par un titre (Note 3.f)		139 716	24 362	4 790	919		169 788



## 6.f ETATS ET TERRITOIRES NON COOPERATIFS

La création d'implantations du Groupe dans les Etats considérés comme non coopératifs au sens de l'article 238-O A du CGI est soumise à une procédure spéciale d'autorisation par la Conformité. Ces implantations, conformément au principe d'uniformité et d'universalité du dispositif de contrôle interne du Groupe, et à son principe de " mieux disant déontologique", sont soumises aux règles du groupe en matière de contrôle des risques de toute nature, de lutte contre le blanchiment, la corruption et le financement du terrorisme et de respect des embargos financiers.

Dénomination	% Intérêt	Forme juridique	Nature d'agrément	Activité
<b>Brunei</b>				
BNP Paribas Asset Management (B) SDN BHD	90,65	SDN BHD (Private United Company)	Investment Advisor License	Gestion d'actifs
<b>Panama</b>				
BNP Paribas - succursale Panama	100,00	Sucursal	Licence bancaire	Inactive - en cours de radiation
BNP Paribas (Panama) SA	99,69	Sociedad anónima	-	Inactive - en liquidation
BNP Paribas Wealth Management - succursale Panama	100,00	Sucursal	Licence bancaire	Inactive - en cours de radiation
<b>Philippines</b>				
BNP Paribas Investments (Phil.) Inc.	65,36	Corporation	Entreprise d'investissement	Entreprise d'investissement
BNP Paribas - succursale Manille	100,00	Branch	Licence bancaire offshore	Banque commerciale
FPSP Holdings Corporation	68,97	Corporation	-	Holding